Violation du secret défense

L’affaire Szilvásy

Le 28 juin, la police hongroise a arrêté Lajos Galambos, directeur du Bureau de la défense et de la sécurité nationale (NBH) entre 2004 et 2007. Trois jours plus tard, Sándor Laborc, son successeur à ce poste, a également été interpelé ainsi que György Szilvásy, ministre en charge de la supervision des services de sécurité civile de 2007 à 2009. Ils sont accusés d’espionnage.

Tous trois avaient été mandatés pour mettre en oeuvre la politique du gouvernement Gyurcsány (socialiste) en matière de sécurité intérieure. Malgré l’insistance des médias, le Procureur de la République a refusé de divulguer les chefs d’accusation contre les trois fonctionnaires. Il a juste indiqué qu’ils étaient soupçonnés de "crime contre l'Etat".

Les hypothèses

Les motifs exacts des interpellations n’étant pas dévoilés et les dossiers étant classés secret défense, les média hongrois ont émis plusieurs hypothèses. Le quotidien Blikk suppose pour sa part qu’un lien existe entre cette affaire et la Fondation Egymasert dirigée par Róbert Jakubinyi, actuellement recherché. Il aurait

créé cette fondation dans le but de blanchir de l’argent, ses parts ayant été cédées illégalement. Selon le journal, les premiers rapports de police établissent un lien évident avec la fondation, au conseil d'administration de laquelle Galambos siégeait. Une autre piste s’orienterait vers une implication des accusés dans des actions en bourse illégales visant la société MOL au moment où les parts de l’Etat ont été cédées à la compagnie pétrolière russe Surgutneftegaz. Aucune de ces suppositions n'a toutefois pu être confirmée.

La possibilité la plus crédible parle de faits d’espionnage pour les Russes. C’est la thèse retenue par le site Hírszerzô, qui aurait obtenu des informations juste après que l’affaire a été signalée à la commission parlementaire sur la sécurité nationale. Certains prétendent que les trois interpelés seraient compromis dans «l’affaire UD Zrt.», également connue comme le «Watergate hongrois», en 2008.

Preuves insuffisantes

Quelle que soit la raison de ces interpellations, il reste difficile de prouver de telles accusations d’espionnage. Après des mois d’enquête, aucune preuve suffisante ne peut peser dans le jugement du tribunal contre les trois interpelés. Néanmoins si les charges s’avéraient confirmées, les accusés risqueraient de 2 à 8 ans de prison. De plus, s’il est prouvé qu’il y a eu violation du secret défense avec transmission de données d’intérêt national, le jugement pourrait donner lieu à une peine allant jusqu’à 15 ans de prison.

Gábor Török, politologue, décrit sur son blog 3 scénarios possibles, expliquant les conséquences sur la politique nationale : (1) soit le tribunal décide que Szilvasy et les anciens chefs de la sécurité nationale sont coupables, alors la crédibilité du MSzP sera fortement remise en question. (2) Soit les faits font l’objet d’une mauvaise interprétation par le système judiciaire, c’est alors tout l'administration en charge de la sécurité nationale qui serait montrée du doigt pour ses pratiques douteuses. Les répercussions pourraient par conséquent être graves puisque l’image du gouvernement sera par la même occasion entachée au niveau national et européen. (3) Enfin, soit la charge de la preuve se renverse, les accusés obtiennent gain de cause et sont acquittés, le procureur ainsi que son bureau seraient alors acculés à la démission.

Lors du premier gouvernement Orbán (1998-2002), des faits similaires auraient eu lieu sans pour autant avoir été rendus publics. Un secret de Polichinelle ? L’affaire évoquée est très médiatisée, mais la vérité reste difficile à dévoiler car ces dossiers sont classés secret défense jusqu’en 2089.

Kata Bors

-

Catégorie
Agenda Culturel